

## **Déclaration du Premier ministre : des économies aux effets problématiques ou incertains**

**L'UNSA a pris note des annonces du Premier ministre à l'issue du conseil des ministres de ce 16 avril concernant les économies budgétaires à réaliser sur trois ans.**

Elles touchent d'abord à une légère redistribution des économies : un milliard initialement attribué à l'effort de l'État glisse désormais vers les collectivités territoriales qui verront la diminution de leurs dotations passer de 10 à 11 milliards. Le Premier ministre les a placés dans un contexte de réformes structurelles des collectivités. Mais, leurs effets ne pouvant être immédiats, l'UNSA s'inquiète d'un recul possible des services publics de proximité, des conséquences en matière d'investissement et des répercussions sur les agents de ces collectivités.

Dans ce cadre, l'État, qui aura 18 milliards d'économies à réaliser, ne se verrait pas imposer d'effort supplémentaire en matière d'emplois, les créations de postes dans les secteurs prioritaires restant acquises. Mais, hors Pôle Emploi et les universités, les opérateurs de l'État risquent d'être particulièrement touchés, ce qui ne peut que générer des craintes quant à leurs missions et à leurs personnels. Une très grosse part des économies annoncées serait donc due au gel du point d'indice, confirmé par le Premier ministre, mais qui, pris dans le cycle d'économies de 3 ans, pourrait aller jusqu'en 2017. Cela équivaldrait, pour des fonctionnaires dont les salaires sont déjà bloqués depuis 4 ans, à une condamnation à 3 ans supplémentaires ! Pour l'UNSA, cette mesure est inadmissible. Rien ne peut justifier que des salariés, ici ceux de la Fonction publique, voient le niveau de leur salaire bloqué pendant 7 ans ! L'UNSA appelle les fonctionnaires à réagir massivement par la journée d'action du 15 mai.

L'UNSA prend acte d'une volonté de ne pas s'attaquer à l'hôpital public et aux remboursements des soins. L'UNSA est favorable à des réformes structurelles de notre système de santé qui pourraient engendrer des économies sans porter atteinte à la qualité des soins. Mais elle reste interrogative sur la possibilité d'atteindre en seulement 3 ans les 10 milliards annoncés.

**L'annonce par le Premier ministre d'un gel sur un an et demi du niveau des prestations sociales inquiète également l'UNSA. Si elle approuve que les minima sociaux en soient écartés, elle considère que cette mesure pèsera de façon injuste sur les petits revenus. De même, l'UNSA ne peut approuver le report d'un an des mesures du plan pauvreté. L'UNSA ne manquera pas de faire part au Premier ministre de ses positions, de ses interrogations et de ses propositions, notamment en matière de justice sociale, lors de la rencontre qu'elle aura avec lui demain, le 17 avril à 8 H 30.**